

## L'UE devrait créer un régime de sanctions pour lutter contre la désinformation



Lutter contre la désinformation

**Selon la commission INGE, l'UE devrait établir un régime de sanctions pour lutter contre l'ingérence étrangère et les campagnes de désinformation lancées par des gouvernements étrangers.**

Sans un régime de sanctions approprié en place dans l'UE, les acteurs étrangers mal intentionnés peuvent agir en toute impunité. C'est l'une des conclusions du [rapport final](#) de la commission spéciale sur l'ingérence étrangère et la désinformation (INGE).

Grâce à ce régime de sanctions, les acteurs étrangers malveillants devraient faire face aux conséquences de leurs actes. Des mesures commerciales pourraient également être prises afin

de se protéger des attaques hybrides soutenues par un l'État. En effet, cibler uniquement des individus pourrait parfois ne pas être suffisant, indique le rapport.

« Je compare parfois la menace de la désinformation à une créature dont les plateformes et l'infrastructure en ligne sont le système nerveux et l'argent - c'est un système de circulation sanguine. Nous ne tuons jamais complètement la créature, mais nous pouvons certainement l'affaiblir et la rendre moins dominante dans notre espace d'information », déclare l'auteure du rapport, Sandra Kalniete (PPE, Lettonie).

## Des attaques sophistiquées

L'ingérence étrangère peut servir à déstabiliser et à affaiblir les personnes ciblées afin de renforcer l'avantage concurrentiel, et, selon le rapport, « (...) la désinformation cause des dommages économiques directs et indirects qui n'ont pas été systématiquement évalués ».

« Lorsqu'il s'agit de recenser l'origine des menaces, même si la Russie et la Chine ne sont pas les seuls acteurs, on s'aperçoit qu'elles sont clairement responsables de la majeure partie de l'ingérence dans nos démocraties et des conséquences les plus néfastes », souligne Kalniete.

Son rapport indique que les tentatives d'ingérence étrangère se multiplient et deviennent de plus en plus sophistiquées. Elles sont maintenant un mélange de désinformation, de suppression d'informations, de manipulation des plateformes de réseaux sociaux et des systèmes publicitaires et de cyberattaques. Elles prennent également la forme de menaces contre des journalistes, des chercheurs, des politiciens et des membres d'organisations de la société civile, de dons et de prêts clandestins à des partis politiques, de prise de contrôle d'infrastructures critiques et d'espionnage.

Toujours selon le rapport de la commission INGE, les attaques peuvent induire en erreur et tromper les citoyens, augmentant la polarisation de la société au détriment des groupes vulnérables. Elles remettent aussi en question l'intégrité des élections démocratiques, semant la méfiance à l'égard des pouvoirs publics et de la démocratie.

## Far West numérique

Les plateformes de réseaux sociaux font désormais partie intégrante de la vie de la majorité des citoyens et jouent donc un rôle important dans leur façon de penser et de se comporter, par exemple en ce qui concerne les préférences de vote. Il est donc très préoccupant de voir que ces plateformes ont eu bien des difficultés à, par exemple, lutter contre les campagnes de désinformation sur la pandémie de Covid-19, souligne le rapport.

Pendant ce temps, ces plateformes et applications collectent et stockent d'immenses quantités de données personnelles sur chaque utilisateur. Les données peuvent ensuite être vendues et sont de réelles mines d'or pour les acteurs malveillants ciblant des groupes ou des individus.

« Bien que de le courtage de données ne soit pas illégal, la réalité est que nous opérons dans un Far West numérique, où plusieurs milliers d'entreprises privées peu réglementées possèdent des milliers de données sur des individus », déclare Kalniete. « Cette situation est très risquée et mérite une évaluation d'impact appropriée et une nouvelle réglementation. »

## Inconscience

L'UE et ses États membres semblent manquer de moyens pour prévenir et contrer les tentatives d'ingérence. Il semblerait aussi que de nombreux décideurs politiques et citoyens ne soient pas sensibilisés à cette problématique.

Pour la députée Sandra Kalniete, un accès à un journalisme de qualité est essentiel pour renforcer la résilience face à la désinformation hostile et à l'ingérence étrangère. Cependant, les médias professionnels et le journalisme traditionnel sont confrontés à des défis à l'ère numérique : « Il est crucial que nous soutenions davantage les médias traditionnels, sans cela, les médias indépendants de qualité et le journalisme d'investigation ne survivront pas à l'ère de la numérisation rapide et du marketing en ligne », a déclaré la rapporteure.

*La commission spéciale INGE a été créée en juin 2020 pour évaluer les menaces venant d'autres puissances étrangères qui tentent d'interférer dans les processus démocratiques de l'UE et de ses États membres. [Le Parlement a approuvé le rapport final de la commission lors de la session plénière de mars à Strasbourg, et a voté la création d'une nouvelle commission spéciale sur l'ingérence étrangère lorsque l'actuelle commission aura terminé ses travaux.](#)*

### En savoir plus

[Communiqué de presse](#)